

**Arrêté préfectoral d'autorisation environnementale
relatif à l'exploitation de l'installation de stockage d'alcools de bouche d'origine agricole
située au lieu dit « la Gasconnière » sur la commune de OZILLAC (17500), et exploitée par
la SARL DISTILLERIE DE LA GASCONNIERE**

Le Préfet de la Charente-Maritime
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre 1er, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;

Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 mai 2024 donnant délégation de signature à M. Emmanuel CAYRON, Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime, et organisant sa suppléance ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2250 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations soumises à enregistrement au titre de la rubrique n° 2251 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 août 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le Règlement National d'Urbanisme (RNU) ;

Vu l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 28 mars 2019 portant enregistrement de la SARL de la Gasconnière pour l'exploitation d'une installation de distillation d'alcools d'origine agricole, eau-de-vie et liqueurs et d'une installation de préparation et de conditionnement de vins sur la commune d'Ozillac (17500) ;

Vu la demande du 31 décembre 2023, présentée par la société SARL DISTILLERIE DE LA GASCONNIERE dont le siège social est situé au lieu « la Gasconnière » 17500 OZILLAC, à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de stockage d'alcools de bouche d'origine agricole située au lieu « la Gasconnière » 17500 OZILLAC ;

Vu les compléments apportés par le pétitionnaire à cette demande le 18 juillet 2024 suite à la demande de compléments formulée par l'inspection le 25 mars 2024 ;

Vu le courriel de l'exploitant du 22 avril 2025 détaillant les modifications à apporter par rapport à son projet initial dans l'attente de la mise en compatibilité des documents d'urbanisme et plus particulièrement pour préciser la construction d'un unique chai et d'une révision de la QSP stockée dans le chai existant et dans l'unique chai à construire, objet de la présente autorisation ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R.181-18 à R.181-32 du code de l'environnement ;

Vu la décision du 3 décembre 2024 du Président du Tribunal Administratif de Poitiers, portant désignation d'un commissaire-enquêteur ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2024 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de 17 jours du mardi 14 janvier 2025 au jeudi 30 janvier 2025 inclus sur les communes de Ozillac, Fontaines d'Ozillac, Villexavier, Champagnac et Saint Médard ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;

Vu les publications des 26 et 27 décembre 2024 et du 17 janvier 2025 de cet avis dans deux journaux locaux ;

Vu le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur du 20 février 2025 ;

Vu l'absence d'avis émis dans les délais impartis par les conseils municipaux des communes de Ozillac, Fontaines d'Ozillac, Villexavier, Champagnac et Saint Médard ;

Vu le courrier en date du 6 janvier 2025 du Président de la Communauté de Communes de Haute-Saintonge favorable à la réalisation du projet ;

Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la Préfecture ;

Vu les arrêtés préfectoraux du 8 avril 2025 et 17 juin 2025 portant prolongation du délai de la phase de décision de la demande d'autorisation environnementale déposée par la société la SARL DISTILLERIE DE LA GASCONNIERE ;

Vu le rapport et les propositions en date du 2 juillet 2025 de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté le 24 juillet 2025 à la connaissance du demandeur ;

Vu les courriers électroniques du pétitionnaire en date des 7 août 2025, 8 août 2025 et 11 septembre 2025 émettant des observations sur le projet d'arrêté et les prescriptions ;

Considérant que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

Considérant que le site ICPE sur lequel s'inscrit ce projet :

- * se situe en zone de répartition des eaux, en zone de vulnérabilité à la pollution par les nitrates d'origine agricole, en zone de sensibilité sujette à l'eutrophisation et dans le périmètre de protection rapprochée du captage de Coulogne,

- * n'est pas susceptible de générer un impact écologique faune/flore ;

Considérant qu'au cours de l'instruction de la demande par l'inspection des installations classées, il est apparu que ce projet, présentant un caractère "industriel" (l'exploitant étant bouilleur de profession), était situé dans une zone d'implantation agricole ;

Considérant que le demandeur a déposé une demande de permis de construire le 14 mai 2024 pour la construction d'un chai, d'un local technique et la création de 3 bassins (2 de collecte des alcools en cas d'incendie et 1 réserve d'eau pompiers) sur un terrain situé 3 lieu-dit La Gasconnière – 17500 OZILLAC ;

Considérant que le permis de construire a été accordé à l'exploitant le 29 août 2024 sous le numéro PC 017 270 24 H0003 ;

Considérant que le chai n° 2, dont le permis de construire a été accordé, est compatible avec le classement agricole actuel de la zone ;

Considérant que, par courriel susvisé du 22 avril 2025, le demandeur a porté à la connaissance des installations classées pour l'environnement l'augmentation de la capacité de stockage du chai à construire ayant fait l'objet du permis de construire en l'affectant à du stockage sous cuverie inox plutôt qu'à du vieillissement sous bois ;

Considérant que le chai concerné est le chai n° 2 cellule 1 nommé physiquement G2 (Gasconnière n°2) ayant une surface de 429 m² et un volume de 1100 m³ ;

Considérant que le chai n° 2 cellule 1 nommé physiquement G2 sera connecté à une fosse d'extinction de 150 m³, puis un bassin de rétention de 675 m³ étanche et un bassin de confinement de 1075 m³ au lieu-dit la Gasconnière-Ozillac, cadastrées 017 270 ZO192 ;

Considérant que la réserve d'eau incendie de 600 m³ utile sera située au lieu dit la Gasconnière-Ozillac, sur les parcelles cadastrées 017 270 ZO195, ZO200, ZO202 & ZO208 ;

Considérant que malgré l'augmentation de la capacité de stockage au sein du chai n° 2 cellule 1, le bassin de confinement des eaux d'extinction incendie en cas de débordement de la capacité de rétention déportée, est correctement dimensionné et respecte ainsi l'article 26 bis de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé ;

Considérant que seules les parties suivantes du projet sont compatibles avec les documents d'urbanisme actuellement en vigueur :

* Augmentation de la capacité du chai n° 1 existant rebaptisé chai n° 1 – INOX, à 950 m³,

* Construction du chai n° 2 cellule 1 appelé chai G2 (1100 m³),

* Régularisation d'un ensemble de 14 cuves (23 712 hl de capacité) de stockage de vin en cuverie extérieure en sus d'un ensemble de 40 cuves (23 239 hl de capacité) de stockage de vin en chai de vinification et cuverie extérieure ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R. 181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRÊTE

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

Article 1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La société SARL DISTILLERIE DE LA GASCONNIERE, représentée par M. Stéphane BRANCHAUD, gérant, immatriculée sous le numéro SIRET 83061114100011, dont le siège social est situé au lieu dit « la Gasconnière » - 17500 OZILLAC, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à la même adresse sur le territoire de la commune d'OZILLAC, les installations détaillées dans les articles suivants.

Article 1.1.2 Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieu-dit suivants :

Communes	Parcelles	Lieux-dits
OZILLAC	Section ZO193, ZO203 & ZO197	La Gasconnière

Article 1.1.3 Autorisations embarquées

La présente autorisation tient lieu d'absence d'opposition à déclaration d'installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au II de l'article L. 214-3 du code de l'environnement.

Article 1.1.4 Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques ICPE et IOTA listées au 1.2 ci-dessous.

Article 1.1.5 Actes abrogés

À l'exception de l'article 1^{er}, les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'Enregistrement en date du 28 mars 2019 susvisé sont abrogées.

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

Article 1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées ou par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau

Les installations exploitées relèvent de la rubrique ICPE suivante :

Ru- brique ICPE	Ré- gime	Libellé de la rubrique (activité) Critères de classement	Nature et caractéristiques de l'installation
4755-2-a	A	Alcool de bouche agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool éthylique d'origine agricole, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables. 2. dans les autres cas et lorsque le titre alcoométrique est supérieur à 40 %, la quantité susceptible d'être présente étant : a) Supérieure ou égale à 500 m ³	Chai n°1 INOX : 950 m ³ Chai n°2 cellule 1 (appelé chai G2) : 1 100 m ³ QSP = 2050 m³
2250-2	E	Production par distillation d'alcools de bouche d'origine agricole , la capacité de production exprimée en équivalent alcool pur étant 2. supérieure à 30 hl/j, mais inférieure ou égale à 1 300 hl/j	8 alambics 8 x 25 hl = 200 hl de charge soit 120 hl d'AP/j
2251-1	E	Préparation, conditionnement de vins. B. Autres installations que celles visées au A, la capacité de production étant : 1. supérieure à 20 000 hl/an	54 cuves totalisant une capacité de stockage de 46 951 hl soit 46 951 hl/an
4718-2b	DC	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL et biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1% en oxygène). 2. Pour les autres installations b. Supérieure ou égale à 6 t, mais inférieure à 50 t	1 cuve de 13,045 t

A : Autorisation, E : Enregistrement, DC : Déclaration avec contrôle périodique

QSP : Quantité d'eaux-de-vie susceptible d'être présente

Les installations projetées relèvent également du régime de la déclaration IOTA au titre de la loi sur l'eau pour les rubriques listées dans le tableau ci-dessous :

Ru- brique	Ré- gime	Libellé de la rubrique (activité) Critères de classement	Nature et caractéristiques de l'installation
2.1.5.0	D	Rejets d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet étant : 2. Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	Surface totale du site : 5,15 ha Bassin versant amont intercepté : 0,35 ha Surface totale : 5,5 ha
5.1.1.0	D	Réinjection dans une même nappe des eaux prélevées pour la géothermie, l'exhaure des mines et carrières ou lors des travaux de génie civil, la capacité totale de réinjection étant : 2° supérieure à 8 m³/h, mais inférieure à 80 m³/h	Installation géothermique de minime importance de débit 70 m³ /h, utilisée pour le procédé de refroidissement de la distillerie.
5.1.2.0	D	Travaux de recherche et d'exploitation de gîtes géothermiques de minime importance mentionnés à l'article L.112-2 du code minier.	

D : Déclaration

Article 1.2.2 Consistance des installations

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

Stockages d'alcool de bouche d'origine agricole de TAV supérieur à 40 % vol. :

Désignation	Surface d'une cellule	Modalités de stockage au sein d'une cellule	QSP d'une cellule
Chai n° 1 INOX	299 m²	Cuves inox	950 m³
Chai n° 2 cellule 1 (appelé chai G2)	429 m²	<u>Récipients mobiles</u> : barriques et tonneaux en bois <u>Réservoir fixe</u> : 1 cuve inox de 30 m³	1100 m³

Les installations citées à l'article 1.2.1 ci-dessus et au présent article sont reportées avec leurs références sur le plan de situation annexé au présent arrêté.

Distillation

Une distillerie comprenant 8 alambics de 25 hl soit 200 hl de capacité de charge tous à foyer inversé.

Préparation et stockage de vin :

Un chai de vinification comprenant un ensemble de 14 cuves (23 712 hl de capacité) de stockage de vin en cuverie extérieure en sus d'un ensemble de 40 cuves (23 239 hl de capacité) de stockage de vin en chai de vinification et cuverie extérieure.

Installations et équipements connexes

* Aire de dépotage d'alcools :

Le site dispose de deux aires de dépotage d'une surface de 75 m². L'une est localisée au niveau des distilleries, l'autre au niveau du chai n° 2 – cellule 1.

*** Groupe froid :**

Le site comporte deux équipements de refroidissement. Le premier dispose d'une puissance de 37 kW utilisant 16 kg de gaz réfrigérant de type R407C. Le second a une puissance de 110 kW, ce groupe contient 40 kg de gaz R410A.

Les installations disposent d'une installation de géothermie soumis à la rubrique IOTA 5.1.1.0 et 5.1.2.0 sus mentionnées permettant de compléter le circuit de refroidissement et de réaliser des économies d'énergie.

CHAPITRE 1.3 CONDITIONS GÉNÉRALES

Article 1.3.1 Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant, incluant l'étude de dangers de référence¹, ainsi qu'aux caractéristiques et mesures présentées par le demandeur dans son projet soumis à examen au cas par cas. La conformité est subordonnée à l'observation préalable des éventuelles prescriptions relatives à l'archéologie préventive.

Article 1.3.2 Cessation d'activité et remise en état

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage agricole.

En cas de cessation d'activité, les conditions de remise en état comprennent notamment les opérations suivantes :

- les fluides et énergies seront consignés ;
- excepté les éléments de structure des bâtiments, l'ensemble des équipements et installations concourant aux activités de stockage ainsi que leurs utilités seront démantelées et évacuées ;
- les déchets et autres produits seront évacués selon des filières agréées.

Article 1.3.3 Implantation

Les bâtiments Chai n° 1 INOX et Chai n° 2 cellule 1 (appelé chai G2) sont implantés à une distance minimale de 40 m des limites de l'établissement et sont séparés l'un de l'autre par un espace libre de tout encombrement, non couvert, d'une largeur de 11,5 m minimum.

Article 1.3.4 Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial et la dernière version de l'étude de dangers,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté. Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

¹ l'étude de dangers de référence est la dernière étude de dangers complète (éventuellement mise à jour via une notice de réexamen) qui a fait l'objet d'un avis de l'inspection des installations classées. Si l'étude de dangers est découpée en plusieurs parties; la notion d'étude de dangers « de référence » s'applique indépendamment à chacune des parties

TITRE 2 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 2.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

Article 2.1.1 Origine et réglementation des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal
		Annuel (m³/an)
Réseau d'alimentation en eau potable (AEP)	OZILLAC	5 500

CHAPITRE 2.2 CONCEPTION ET GESTION DES RÉSEAUX ET POINTS DE REJET

Article 2.2.1 Points de rejet

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :

- les **eaux pluviales non souillées** et eaux non susceptibles d'être polluées (eaux de toitures) ;
- les **eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées** (eaux de voiries et des aires de chargement/déchargement) ;
- les **eaux polluées** (résidus de distillation, eaux de lavage, etc.) ;
- les **eaux de purge des circuits de refroidissement** ;
- les **eaux d'épalement** (eau utilisée pour vérifier la contenance des barriques, tonneaux et cuves) ;
- les **eaux domestiques** (eaux vannes, de lavabos et douches, de cantine, etc.) ;
- les **écoulements pollués lors d'un accident ou d'un incendie** (y compris les eaux utilisées pour l'extinction).

Seules les activités de distillation et de vinification sont sources d'effluents. Le stockage d'alcools n'est pas associé à une production d'effluents autres que les eaux d'épalement qui sont réutilisées dans le process.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet externes qui présentent les caractéristiques suivantes :

Réf.	Coordonnées Lambert 93	Nature des effluents	Exutoire du rejet
Pt N°1	LONGITUDE = 434 218 LATITUDE : 6 483 554	Eaux usées industrielles, eau de refroidissement, eaux vannes, eaux pluviales... après passage dans des dispositifs d'épuration de type séparateurs à hydrocarbures...	Milieu naturel, réseau eaux usées, pluviales...

CHAPITRE 2.3 LIMITATION ET SURVEILLANCE DES REJETS

Article 2.3.1 Caractéristiques des rejets externes

Les eaux résiduelles respectent les valeurs limites en concentration ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).

Point de rejet référencé n° 1 (sortie séparateur eau/hydrocarbures)

Paramètre	Code SANDRE	Rejet n° 1 (sortie séparateur eau/hydrocarbures)
		Concentration maximale
MES	1305	100 mg/l
DCO	1313	300mg/l
Hydrocarbures totaux	7009	10 mg/l

Article 2.3.2 Contrôle des rejets

L'exploitant réalise les contrôles suivants :

Pt rejet	Paramètres	Code SANDRE	Type de suivi	Périodicité de la mesure
1	MES, DCO, Hydrocarbures totaux	1305, 1313, 7009	Prélèvement continu d'une demi-heure, ou deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure (en temps de pluie)	Annuelle

TITRE 3 - PROTECTION DU CADRE DE VIE

CHAPITRE 3.1 LIMITATION DES NIVEAUX DE BRUIT

Article 3.1.1 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Sans préjudice du respect, dans les zones à émergence réglementée, des valeurs d'émergence admissibles fixées à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé, les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour : de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

Article 3.1.2 Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

Les résultats des mesures réalisées sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

TITRE 4 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 4.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Article 4.1.1 Dispositions constructives et comportement au feu

Les installations respectent les dispositions constructives suivantes :

Bâtiment/ local	Dispositions constructives			
	Sol, toiture	Murs	Portes et fermetures	Parois séparatives
Chai n° 1 (appelé chai INOX)	Sols béton en matériaux incombustibles Charpente R30 (stable au feu de degré une demi-heure) Toitures et couvertures Broof (t3) A2S1d0 Éléments de plafond ou faux-plafond et d'isolation en matériaux A2S1d0	Murs extérieurs REI 240 (coupe-feu de degré 4 heures) jusqu'à une hauteur de 10,3 m.	Au moins 2 portes vers l'extérieur par cellule, judicieusement réparties, E30 au minimum (pare-flamme de degré une demi- heure), de largeur minimale 0,8 mètre, équipées de seuils ou grille ou tout autre moyen équivalent évitant tout écoulement de liquides vers l'extérieur	Sans objet
Chai n° 2 cellule 1 (appelé chai G2)	Sols béton en matériaux incombustibles Charpente R30 (stable au feu de degré une demi-heure) Toitures et couvertures Broof (t3) A2S1d0 Éléments de plafond ou faux-plafond et d'isolation en matériaux A2S1d0	Murs extérieurs REI 240 (coupe-feu de degré 4 heures) jusqu'à une hauteur de 9,3 m.	Au moins 2 portes vers l'extérieur par cellule, judicieusement réparties, E30 au minimum (pare-flamme de degré une demi- heure), de largeur minimale 0,8 mètre, équipées de seuils ou grille ou tout autre moyen équivalent évitant tout écoulement de liquides vers l'extérieur	sans objet

L'exploitant s'assure que les dispositions constructives du chai G2 visent à ce que la cinétique d'incendie soit compatible avec l'évacuation des personnes, l'intervention des services de secours et la protection de l'environnement. Elles visent notamment à ce que la ruine d'un élément de structure (murs, toiture, poteaux, poutres par exemple) suite à un sinistre ne conduit pas à l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu.

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 4.1.2 Désenfumage

Le chai n° 1 est équipé d'un exutoire de désenfumage d'un mètre carré. Cet exutoire est à déclenchement automatique.

Les cellules de stockages d'eaux-de-vie «*Chai n° 2 cellule 1 (appelé chai G2)* » (429 m²) sont équipées en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées et des chaleurs (DENFC).

La surface de désenfumage sera supérieure à 2 % de la surface au sol.

Ces exutoires seront à déclenchement automatique et feront l'objet d'un contrôle régulier par un prestataire de maintenance.

Un DENFC de superficie utile comprise entre 0,5 et 6 mètres carrés est prévu pour 250 mètres carrés de superficie projetée de toiture.

Les dispositifs d'évacuation des fumées sont composés d'exutoires à commande manuelle et automatique.

La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque cellule de stockage.

L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.

En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis la cellule de stockage.

Les commandes manuelles des DENFC sont facilement accessibles depuis les issues de la cellule de stockage. Ces commandes d'ouverture manuelle sont installées conformément aux normes en vigueur.

Les DENFC, en référence aux normes en vigueur, présentent les caractéristiques suivantes :

- système d'ouverture de type B (ouverture + fermeture) ;
- fiabilité : classe RE 300 (300 cycles de mise en sécurité) ;
- classification de la surcharge neige à l'ouverture : SL 250 (25 daN/m²) ; la classe SL 0 est utilisable si des dispositions constructives empêchent l'accumulation de la neige ;
- classe de température ambiante T(00) ;
- classe d'exposition à la chaleur B 300.

Des amenées d'air frais d'une superficie égale à la surface utile des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.

Article 4.1.3 Organisation des stockages

I. Une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des stockages et la base de la toiture ou le plafond, ou de tout système de chauffage et d'éclairage.

II. L'implantation des installations de stockage (barriques, tonneaux, cuves, canalisations...) dans les cellules de stockage permet une libre circulation du personnel et des services de secours.

En particulier, chaque cellule de stockage respecte les conditions d'aménagements suivantes :

- une allée principale (centrale ou latérale) de 3 m de largeur minimum est aménagée,
- aucun récipient ou réservoir de stockage d'eau-de-vie n'est éloigné de plus de 15 m de l'allée principale.

Article 4.1.4 Accessibilité des engins de secours à proximité des installations

I. Le site dispose en permanence de deux accès au moins positionnés de telle sorte qu'ils soient toujours accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours, quelles que soient les conditions de vent.

II. L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans causer de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

La voie d'accès des services publics d'incendie et de secours est maintenue dégagée de tout stationnement. Elle comporte une matérialisation au sol faisant apparaître la mention « accès pompiers ». Ce dispositif peut être renforcé par une signalisation verticale de type « stationnement interdit ».

III. La voie d'accès aux installations jusqu'à la voie engins définie ci-après respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre, au minimum de 4,5 mètres et la pente, inférieure à 15 % ;
- dans les virages de rayon intérieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une surlargeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ;

- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum.

IV. L'installation dispose d'une voie « engins » permettant la circulation sur au moins un demi-périmètre de chaque cellule de stockage d'eaux-de-vie.

La voie engins est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de la construction ou occupée par les eaux d'extinction.

La voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la pente au maximum de 15 % et la hauteur libre au minimum de 3,5 mètres ;
- elle résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum.

V. A partir de chaque voie « engins » est prévu un accès aux issues des cellules de stockage par un chemin stabilisé de 1,8 mètre de large au minimum sans avoir à parcourir plus de 60 m.

Article 4.1.5 Mise en station des échelles

Pour toute installation située dans un bâtiment de hauteur supérieure à 8 mètres, au moins une façade est desservie par au moins une voie « échelle » permettant la circulation et la mise en station des échelles aériennes, selon les caractéristiques techniques en vigueur.

Ces voies « échelles » sont identifiées et matérialisées sur site.

Article 4.1.6 Capacité des rétentions

Le chai n° 1 et le chai G2 sont associés à une capacité de rétention déportée et étanche d'une capacité de 675 m³.

La rétention des aires de dépotage est réalisée par connexion vers le bassin « eaux claires » de 2 000 m³.

Article 4.1.7 Gestion des rétentions et des stockages associés

Les dispositions prévues au II de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

Les rétentions et les zones de collecte associées font l'objet d'une maintenance appropriée. L'exploitant définit par procédure d'exploitation les modalités de réalisation du plan de surveillance des rétentions, comportant au minimum un examen visuel régulier et d'un examen visuel annuel approfondi.

Article 4.1.8 Dispositions spécifiques aux réservoirs, dont les tonneaux en bois et cuves inox

L'exploitant met en œuvre les dispositions spécifiques aux réservoirs prévues au III de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé.

Article 4.1.9 Dispositions spécifiques à la rétention déportée

Les dispositions prévues au IV de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

Les écoulements recueillis sont dirigés de manière gravitaire vers une fosse 150 m³ permettant l'extinction des effluents enflammés et évitant leur ré-inflammation avant qu'ils ne soient dirigés vers la rétention déportée.

La zone de collecte, le drainage, la rétention déportée et la fosse d'extinction, sont conçus, dimensionnés et construits afin de :

- ne pas communiquer le feu directement ou indirectement aux autres installations situées sur le site ainsi qu'à l'extérieur du site ; en particulier lorsque plusieurs zones à risque sont associées à un même réseau de collecte des écoulements accidentels, des siphons anti-feu (regards siphoniques, regards étouffoirs, etc.) sont judicieusement placés afin d'éviter toute propagation par le réseau de vapeurs ou d'effluents enflammés entre les installations ;
- éviter tout débordement des réseaux, pour cela ils sont adaptés aux débits ainsi qu'aux volumes attendus d'effluents et des eaux d'extinction d'incendie, pour assurer l'écoulement vers la rétention déportée (10 l/min/m² au minimum) ;
- résister aux effluents enflammés ; en particulier, en amont de la fosse d'extinction, les réseaux sont en matériaux incombustibles ;
- éviter le colmatage du réseau d'évacuation par toute matière solide ou susceptible de se solidifier ;
- canaliser, par zones de collecte n'excédant pas 250 m², les écoulements accidentels par des rigoles, murets, bosselages,... sur l'ensemble de la surface de la cellule de stockage à l'exception du chai 1 dont le drainage des écoulements accidentels se fait via un caniveau central unique ;
- être éloignés au maximum de la propriété des tiers et de toute autre construction. La cuvette de rétention et la fosse d'extinction sont situées à plus de 15 m des limites du site.

La fosse d'extinction est implantée en dehors des zones de flux thermiques de 3 kW/m² identifiées dans l'étude de dangers pour les scénarios d'incendie d'une durée inférieure à 4 h.

L'exploitant dispose des moyens permettant d'éviter l'inflammation des effluents dans la fosse d'extinction.

La rétention déportée et la fosse d'extinction sont accessibles aux services d'intervention lors de l'incendie.

L'exploitant définit sous sa responsabilité, et en cohérence avec les éléments présentés dans son étude de dangers, dont notamment l'objectif d'évacuation de la quantité d'alcools contenue dans une cellule en moins de 4 heures, le dimensionnement et les caractéristiques des réseaux et de la fosse d'extinction en fonction des débits potentiels d'effluents enflammés. Les hypothèses et justificatifs de dimensionnement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Le dispositif de drainage fait l'objet d'une vérification périodique, d'un entretien et d'une maintenance appropriés.

Les vérifications périodiques portent sur l'étanchéité et l'intégrité des équipements de collecte des écoulements accidentels et des eaux d'extinction d'incendie (avaloirs, etc.) et des équipements de transferts (canalisations enterrées, etc.) selon les fréquences minimales suivantes :

- le cas échéant, un contrôle bimensuel du maintien en eau des siphons anti-feu (regards siphoniques, regards étouffoirs, etc.),
- un contrôle visuel annuel des ouvrages,
- un contrôle annuel des réseaux avec envoi d'eau,
- un contrôle des réseaux enterrés par caméra tous les 10 ans.

En cas d'observations d'anomalies ou de dégradation, l'exploitant y remédie dans les plus brefs délais. Les vérifications périodiques et les opérations d'entretien et de maintenance sont enregistrées dans un document de suivi.

Article 4.1.10 Dispositions relatives aux tuyauteries et capacités contenant des matières dangereuses

L'exploitant met en œuvre les dispositions relatives aux tuyauteries et capacités contenant des matières dangereuses prévues au V de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé.

Article 4.1.11 Dispositions spécifiques aux aires de chargement, déchargement et manipulation

Les dispositions prévues au VI de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

Les aires de chargement/déchargement sont matérialisées au sol. Elles sont réservées uniquement au chargement et au déchargement des produits strictement nécessaires à l'exploitation des bâtiments qu'elles desservent.

Chaque aire est équipée d'une installation permettant une liaison équipotentielle entre le camion citerne, le tuyau de dépotage et les installations de stockage.

La surface des aires de chargement/déchargement d'alcools est au maximum de 75 m².

Dans le cas où cette surface ne serait pas respectée, l'exploitant est tenu de mettre à jour les modélisations des effets thermiques en cas de feu de nappe et de proposer, les dispositions en matière de prévention et de protection incendie à prendre dès lors que les distances d'effets seraient augmentées par rapport aux dispositions de l'étude de dangers susvisée.

Article 4.1.12 Bassin de confinement des eaux d'extinction incendie

Les dispositions prévues à l'article 26 bis de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

Le bassin de confinement des eaux d'extinction incendie est assurée par la rétention déportée.

En cas de débordement de la capacité de rétention déportée définie à l'article 4.1.5 du présent arrêté (capacité de 675 m³), les effluents sont canalisés vers un bassin de confinement des eaux d'extinction d'incendie de 1075 m³ ; en vue de gérer les débordements de la rétention déportée.

CHAPITRE 4.2 AUTRES DISPOSITIFS ET MESURES DE PRÉVENTIONS DES ACCIDENTS

Article 4.2.1 Mesures de maîtrise des risques et barrières de sécurité

Sont considérées comme mesures de maîtrise des risques ou barrières de sécurité les mesures figurant en pages 27 et 28 du chapitre 4 § 4.1 à 4.6, de l'étude de danger du dossier de demande d'autorisation environnementale.

Article 4.2.2 Contrôle des accès

Les dispositions prévues à l'article 61 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

Article 4.2.3 Électricité statique – Mise à la terre

Dans les zones à risque d'incendie ou d'explosion, tous les récipients, canalisations, éléments de canalisations, masses métalliques fixes ou mobiles doivent être connectés électriquement de façon à assurer leur liaison équipotentielle.

L'ensemble doit être mis à la terre y compris les racks métalliques supportant des barriques / tonneaux d'alcools. La valeur des résistances des prises de terre est conforme aux normes.

Lorsque les réservoirs et les récipients ne sont pas au même potentiel que leurs systèmes d'alimentation, ces derniers doivent être disposés de façon à éviter tout emplissage par chute libre.

Article 4.2.4 Installations électriques

Les dispositions prévues aux A à D de l'article 66 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

L'éclairage artificiel par lampes dites « baladeuses » à incandescence est interdit. Il doit être fait usage de lampes dites « baladeuses » à fluorescence sous réserve qu'elles présentent un degré de protection égal ou supérieur à IP 55 avec protection mécanique.

L'éclairage fixe à incandescence et l'éclairage fluorescent sont réalisés par des luminaires ayant un degré de protection égal ou supérieur à IP 55 avec une protection mécanique. En aucun cas les appareils d'éclairage ne doivent être fixés directement sur des matériaux inflammables.

Les chais disposent d'un éclairage de sécurité permettant d'assurer l'évacuation des personnes, la mise en œuvre des mesures de sécurité et l'intervention éventuelle des secours en cas d'interruption fortuite de l'éclairage normal.

Les appareils de protection, de commande et de manœuvre (fusibles, discontacteurs, interrupteurs, disjoncteurs...) sont tolérés à l'intérieur des chais sous réserve d'être contenus dans des enveloppes présentant un degré de protection égal ou supérieur à IP 55.

Les appareils utilisant de l'énergie électrique (pompes, brasseurs ...) ainsi que les prises de courant sont au minimum de degré de protection égal ou supérieur à IP 55.

Article 4.2.5 Événements

Tout réservoir métallique de stockage d'alcool est équipé d'événements correctement dimensionnés permettant de prévenir le phénomène de pressurisation lente. Les justificatifs de l'installation et du bon dimensionnement de ces événements sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

À défaut de justification spécifique, la surface « Se » des événements est au minimum égale à :

$$Se = \frac{Ufb}{3600 Cd} * \left(\frac{Pair}{2 \Delta p} \right)^{0,5}$$

Pair : masse volumique de l'air (= 1,3 kg/m³).

Cd : coefficient aérodynamique de l'événement (entre 0,6 et 1).

Δp : surpression devant être évacuée en pascals.

Ufb : débit de vaporisation en normaux mètres cubes par heure d'air, calculé selon la formule suivante :

$$Ufb = 70900 * Aw^{0,82} * \frac{Ri}{Hv} * \left(\frac{T}{M} \right)^{0,5}$$

Aw : surface de robe au contact du liquide inflammable contenu dans le réservoir, en mètres carrés (avec une hauteur plafonnée à 9 mètres).

Hv : chaleur de vaporisation en joules par gramme.

M : masse molaire moyenne de la phase gazeuse évacuée en grammes par mole.

Ri : coefficient de réduction pour prendre en compte l'isolation thermique ; ce facteur est pris égal à 1 correspondant à l'absence de toute isolation.

T : température d'ébullition du liquide inflammable en Kelvin.

Les événements des cuves ne disposent d'aucun dispositif de fermeture fixe.

Toute nouvelle cuve entrant sur l'installation devra être dûment déclarée avant mise en place sur le site et équipée d'une paroi soufflable, d'événements, ou de trous d'hommes dûment dimensionnés conformément aux normes en vigueur.

Ces événements, parois soufflables, ou trous d'hommes sont disposés de façon à ne pas produire de projection et d'effets de surpression à hauteur d'homme en cas d'explosion.

CHAPITRE 4.3 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

Article 4.3.1 Système de détection automatique

L'exploitant met en œuvre, sur l'ensemble des bâtiments à risques d'incendie, les dispositions relatives à la surveillance et au réseau de détecteurs prévues à l'article 55 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé.

Article 4.3.2 Moyens de lutte contre l'incendie

L'exploitant doit disposer de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- d'un volume d'eau réservé de 120 m³ dans le bassin « eaux claires » de 2 500 m³, associé à un emplacement pour l'aspiration par les engins du SDIS (une aire de stationnement de 8 m sur 4 m est présente avec un module d'aspiration pour le SDIS). Cette réserve est localisée au nord des installations, le long du chemin rural n°49 ;
- d'une réserve d'eau incendie de 600 m³ équipée de trois emplacements pour l'aspiration positionné à l'accès secondaire au nord-ouest du site.

Cette réserve est éloignée de 180 m linéaires au plus des chais de stockage d'alcools et d'environ 150 m des cuveries vin et chai de vinification et est associée à une aire de stationnement pour les engins de secours, matérialisées et carrossables.

Ces points d'eau sont accessibles en permanence aux services publics d'incendie et de secours et munies de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé.

Ces moyens sont complétés par les moyens suivants ;

- d'extincteurs en nombre et en qualité adaptée aux risques (144 B au minimum) répartis dans l'établissement, notamment dans chaque cellule de stockage d'eaux-de-vie et à proximité des aires de chargement et de déchargement, de sorte que la distance maximale pour atteindre un extincteur soit inférieure à 15 m ;
- pour chaque cellule/chai : au moins deux robinets d'incendie armés équipés en dispositif à mousse avec un émulseur prévu pour l'extinction des liquides polaires de manière à assurer 3 minutes d'autonomie et permettant d'atteindre un foyer d'incendie par deux directions opposées.

TITRE 5 - DISPOSITIONS FINALES

CHAPITRE 5.1 CADUCITÉ

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

- 1) D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;
- 2) D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;
- 3) D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

CHAPITRE 5.2 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Conformément aux dispositions de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant

Le tiers auteur d'un recours contentieux ou d'un recours administratif, est tenu, selon le cas, à peine d'irrecevabilité, ou de non prorogation du délai de recours contentieux, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter, selon le cas, du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif (article R. 181-51 du code de l'environnement).

CHAPITRE 5.3 PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

- 1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée dans la mairie d'Ozillac et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de cet arrêté est affiché dans la mairie d'Ozillac pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 du code de l'environnement, à savoir : les communes de Ozillac, Fontaines d'Ozillac, Villexavier, Champagnac, Saint Médard et la communauté de communes de Haute-Saintonge ;
- 4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Charente-Maritime pendant une durée minimale de quatre mois.

CHAPITRE 5.4 EXÉCUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime, la Sous-Préfète de Jonzac, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, le Maire de la commune d'OZILLAC sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SARL DISTILLERIE DE LA GASCONNIERE et dont une copie leur sera adressée.

La Rochelle, le **16 SEP. 2025**

Pour le Préfet, et par délégation,
Le Secrétaire Général,


Emmanuel CAYRON

- PLAN DE SITUATION DES INSTALLATIONS



